

ELABORATION DU PLU DE REDENE



5b - ANNEXES SANITAIRES

Arrêt : DCM du 27 septembre 2016

Approbation : DCM du 19 octobre 2017

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

L'assainissement collectif

L'assainissement collectif rejoint la station d'épuration du SITER (Syndicat intercommunal de traitement des eaux résiduaires du pays de Quimperlé).

Il s'agit d'une station de type "boues activées", située au lieu-dit "Kerampoix" à Quimperlé, dans la vallée de la Laïta, qui sert de milieu récepteur aux effluents épurés. Sa capacité nominale est de 30 000 équivalents-habitants (EH), avec un débit de référence de 4 900 m³/j.

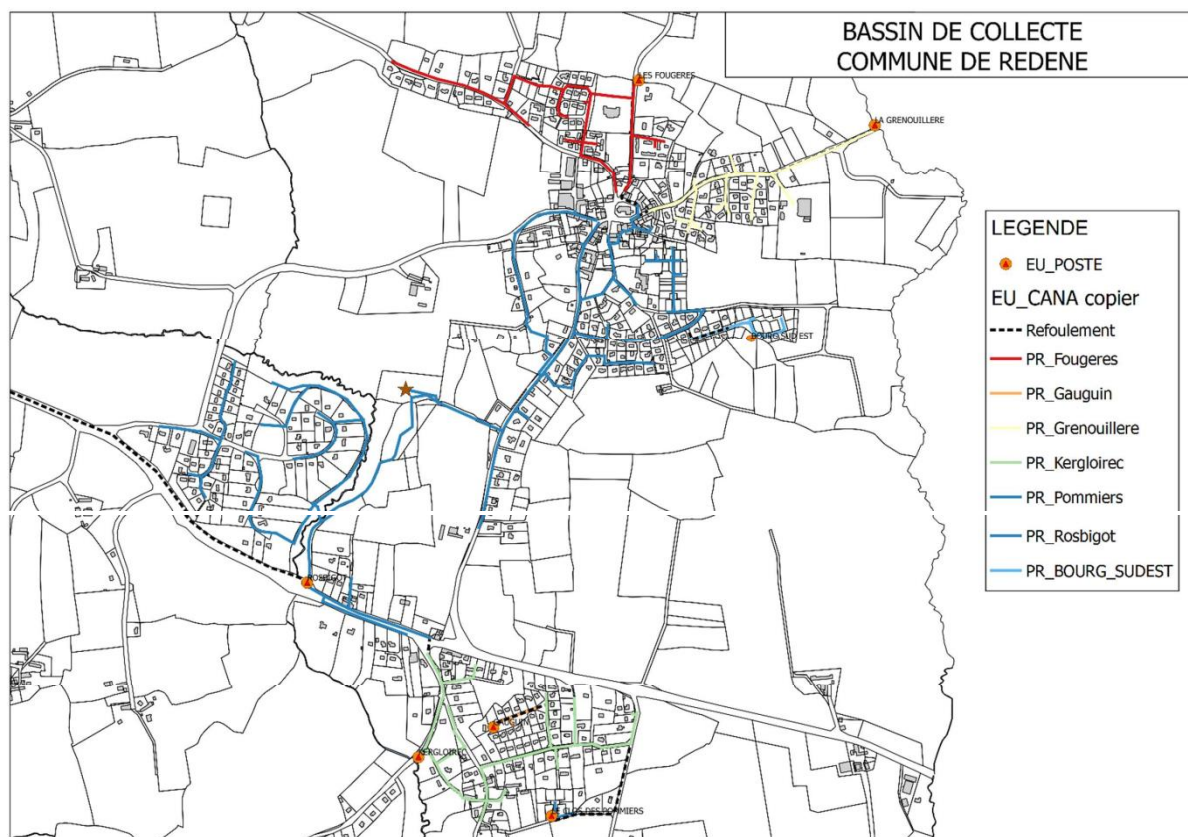
La charge hydraulique reçue en entrée station dépend de la pluviométrie annuelle et se stabilise autour de 54% de sa capacité nominale (4 900 m³/j). Cependant les débits maximums reçus en hiver sont très importants (jusqu'à 9200 m³/j en 2014, soit 188% de la capacité nominale et 4 579 m³/j en 2015, soit 93% de la capacité nominale).

La charge polluante augmente régulièrement en valeur moyenne pour atteindre en 2015 1 025 kg/j, soit 57 % de la capacité nominale (1 800 kg/j) de la station d'épuration.

Cette station est conforme en équipement, en performance et en taux d'abattement de la pollution (données au 31/12/2014).

Selon le schéma directeur eaux usées 2017 du SITER, le linéaire de réseau gravitaire est de 12 011 ml et le linéaire de canalisation par refoulement est 5 429ml à Rédéné.

source : SBEA, zonage d'assainissement "eaux usées" de Rédéné, 2017



L'assainissement non collectif

Le développement de l'habitat dans les zones non desservies par l'assainissement collectif est aujourd'hui conditionné par l'installation de dispositifs aux normes. Le **S**ervice **P**ublic d'**A**ssainissement **N**on **C**ollectif (SPANC) est un service public local chargé de :

- ✓ Conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place et le suivi de leur installation d'assainissement non collectif ;
- ✓ Contrôler les installations d'assainissement non collectif.

Le règlement de service approuvé par le conseil communautaire précise les obligations et responsabilités des propriétaires et usagers des installations d'assainissement non collectif. Il fixe les modalités techniques auxquelles sont soumises ces installations et définit le fonctionnement du service.

Depuis le 1er avril 2012, la COCOPAQ, devenue Quimperlé Communauté, exerce de plein droit, en lieu et place des communes, cette compétence dans le cadre de sa politique de protection et de mise en valeur de l'environnement. Le Maire conserve toutefois son pouvoir de police restant le garant de l'hygiène, la sécurité et la salubrité publique sur la commune.

Le zonage d'assainissement "eaux usées"

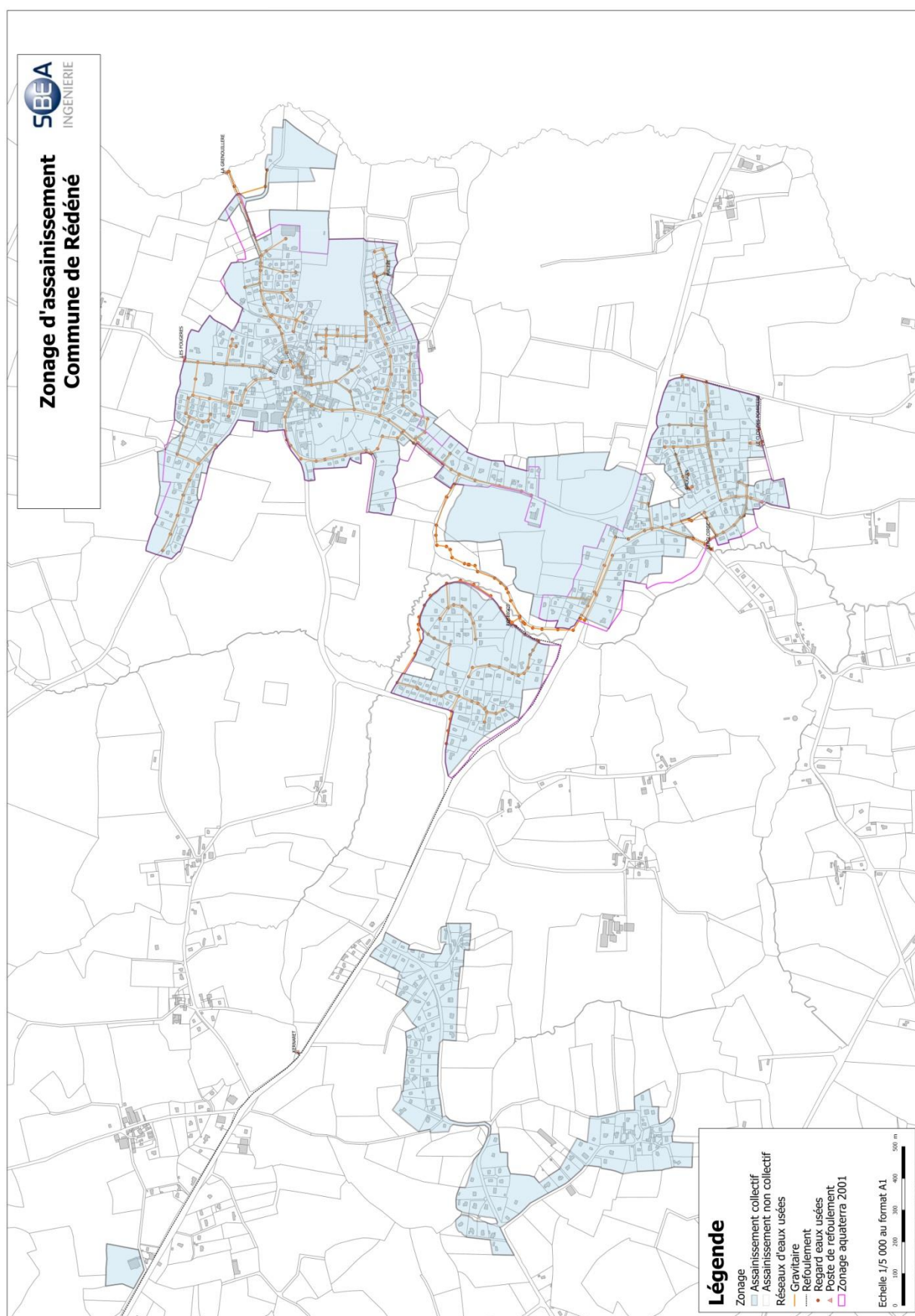
La mise à jour de l'étude de zonage d'assainissement, a été réalisé en juin 2017 (voir plan ci-après).

La plupart des secteurs urbanisés et à urbaniser est localisé dans le bourg et appartient au secteur raccordé à l'assainissement collectif à l'exception du secteur 1AU correspondant à l'OAP n°6 et le secteur 2AU au Sud du bourg, rue du Croëziou. L'étude conclut qu'aucune contrainte significative n'a été recensée quant à leur raccordement au réseau eaux usées. Ces deux zones sont intégrées au périmètre de zonage d'assainissement collectif.

Le secteur de Sainte-Marguerite (OAP n°8) est situé en dehors du périmètre assaini. Il est apte à la mise en place d'un assainissement individuel, type tranchées à faible profondeur, pour sa partie Ouest. Pour la partie Est, une étude de sol sera nécessaire.

Le secteur des Trois Pierres (OAP n°9) est en dehors du périmètre assaini. Le zonage d'assainissement "eaux usées" indique que les futures constructions devront être implantées de manière à préserver une superficie suffisante permettant (si les caractéristiques pédologiques le permettent) la mise en place d'une filière Assainissement Non Collectif.

Par ailleurs, il est prévu le raccordement de la zone U de Manéguégan sur le poste de refoulement de Kernaret en 2018.



Détermination de la charge supplémentaire liée à l'urbanisation

Selon le zonage "eaux usées" de Rédéné (SBEA, 2017) et compte tenu des charges reçues actuellement à savoir :

- 2 636 m³ /j soit 54% de la capacité nominale de temps sec en moyenne en 2015
- 1 025 kg/j de DBO₅ soit 57% de la capacité nominale en 2015

et des charges supplémentaires à venir pour la commune de Rédéné liée à l'urbanisation envisagée au sein du PLU et le raccordement des secteurs de Manéguégan vont générer un apport supplémentaire à la station d'épuration de :

- 148 m³ /j
- 45 kg/j de DBO₅,

les charges suivantes seront atteintes à terme :

- 2 784 m³ /j soit 57% de la capacité nominale de temps sec
- 1 070 kg/j de DBO₅ soit 60% de la capacité nominale

L'impact global du nouveau zonage d'assainissement de la commune de Rédéné est donc de 3% supplémentaires en termes de débit et de charge organique, charge acceptable les postes de Rédéné (SBEA, 2017).

La station d'épuration de Quimperlé étant intercommunale, il faut également prendre en compte la charge supplémentaire liée à l'urbanisation des communes voisines, à savoir : Quimperlé, Baye, Mellac, Tréméven et Arzano (qui est en cours de raccordement) en se basant sur les données des différents PLU et en appliquant les densités du SCOT de Pays de Quimperlé (22 logements par hectare pour Baye, Mellac, Tréméven et Arzano et 30 logements par hectare pour Quimperlé).

Selon SBEA (2017), la station d'épuration actuelle de Quimperlé est en capacité de recevoir les effluents supplémentaires générés par les projets urbains de Rédéné et des autres communes du Syndicat.

D'autre part, un Schéma Directeur des Eaux Usées à l'échelle du SITER est actuellement en cours de finalisation. Il a montré le bon état des ouvrages actuels (poste, station) et préconise des travaux de réhabilitation au droit des réseaux sensibles aux eaux claires parasites (1 600 ml/ 17 440 ml).

Le potentiel raccordable sur la station d'épuration de Kerampoix à Quimperlé permet donc d'envisager l'urbanisation des zones définies dans le projet du PLU, ainsi que la densification des zones urbaines. Pour les habitations relevant de l'assainissement non collectif, Quimperlé Communauté assurera les missions de contrôle de bon fonctionnement et de mise aux normes conformément aux textes réglementaires, en particulier ceux rattachés au Grenelle 2.

GESTION DES EAUX PLUVIALES

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'étude du zonage d'assainissement pluvial de la commune de Rédéné (2016) a fixé deux objectifs :

- La maîtrise des débits de ruissellement et la compensation des imperméabilisations nouvelles et de leurs effets, par la mise en œuvre de bassins de rétention ou d'autres techniques alternatives,
- La préservation des milieux aquatiques, avec la lutte contre la pollution des eaux pluviales par des dispositifs de traitement adaptés, et la protection de l'environnement.

Les prescriptions du zonage d'assainissement pluvial vis à vis des nouvelles zones urbanisables prévoient une compensation de l'imperméabilisation future à hauteur de 3l/s/ha. Les ouvrages sont dimensionnés pour une pluie de fréquence décennale.

L'infiltration des eaux pluviales à la parcelle est à privilégier et à étudier systématiquement. La faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales devra être justifiée au regard d'une étude de sol. Ceci s'applique aussi bien aux zones urbanisables qu'aux éventuelles extensions d'imperméabilisation en zones urbanisées. Cette étude de sol sera exigée par la commune lors de l'instruction de chaque permis de construire.

Le zonage d'assainissement pluvial de Rédéné (2016) est annexé au PLU.

L'EAU POTABLE

La commune de Rédéné a intégré le Syndicat mixte de production d'eau (SMPE) de Quimperlé, avec des communes comme Mellac, Baye, Arzano...et ainsi mutualisé les moyens. Le SMPE de Quimperlé assure l'exploitation des équipements de production et de stockage d'eau potable, et la ville de Quimperlé, l'exploitation des infrastructures de distribution de l'eau, via une convention d'entente.

La commune de Rédéné est alimentée en eau potable par l'eau produite par le forage de Kerlen, situé sur la commune d'Arzano. Ce captage a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 novembre 1999.

Trois périmètres de protection de ce captage ont été institués :

- un périmètre de protection immédiat qui doit être acquis en pleine propriété par la collectivité et où toute activité et construction sont interdites en dehors de celles inhérentes au prélèvement d'eau ;
- un périmètre de protection rapproché A à l'intérieur duquel des précautions quant à l'urbanisation et aux activités sont prescrites et des acquisitions de parcelles sont souhaitables ;
- un périmètre de protection rapproché B à l'intérieur duquel des contraintes peuvent être imposées.

Les périmètres de protection immédiate et rapproché couvrent une surface de 20,5 ha environ.

Le volume autorisé maximum prélevé à Kerlen par l'arrêté préfectoral 99-2024 du 26 novembre 1999 est de 15 m³/h et 710 m³/jour. D'après les derniers bilans de l'ARS, l'eau pompée pour les besoins de Rédéné est conforme aux normes de potabilité en vigueur pour les paramètres analysés.

En outre, une interconnexion existe avec le Syndicat Mixte de Production d'Eau (SMPE) de Quimperlé, mais qui n'est utilisée que de façon très exceptionnelle, la commune étant auto-suffisante.

Le périmètre de protection (arrêté préfectoral du 11/08/2011) du captage du Moulin des Gorrets (cf. carte page suivante + arrêté préfectoral annexé à la présente note), qui alimente Quimperlé, couvre une partie du territoire communal au niveau des vallées de l'Ellé et de son affluent le Kerbagatel.

Il existe, de plus, plusieurs puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau, recensés par le BRGM sur la commune.

Depuis 2015, la commune est engagée dans un programme annuel de rénovation du réseau de distribution de l'eau.

Conformément au Code général des collectivités territoriales (art. L 2224-7-1), en application de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006, un **schéma de distribution en eau potable** est en cours de réalisation sur la commune de Rédéné. Ce schéma **tiendra compte des besoins de la population actuelle et future, en cohérence avec les projets de développement inscrits dans le PLU.**

hydrographie



LES DECHETS

La compétence relative à la gestion des déchets ménagers est exercée par Quimperlé Communauté, qui assure en régie la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables. Cela comprend la collecte des ordures ménagères non recyclables, verre, emballage, journaux, magazines.

La collecte des déchets ménagers se fait sur l'ensemble du territoire 1 fois par semaine dans des points de regroupement équipés de contenants. La collecte des emballages et journaux magazines s'effectue en sacs jaunes de 50 litres. Le verre est collecté en apport volontaire.

Les grosses infrastructures liées aux déchets se situent en dehors de la commune de Rédéné :

- ✓ les trois déchèteries Quimperlé Communauté
- ✓ l'usine d'incinération de Concarneau (pour les ordures ménagères)..
- ✓ le centre de tri de Fouesnant (emballages recyclables)
- ✓ le centre d'enfouissement et de stockage de Laval pour Les déchets ultimes.

Le traitement et la valorisation des déchets ainsi que la gestion des déchèteries et des plates-formes de compostage de déchets verts sont assurés par le Syndicat intercommunautaire de Cornouaille pour le traitement et la valorisation des déchets aménagés et assimilés.

Les ordures ménagères sont donc traitées à l'usine d'incinération de Concarneau gérée par le VALCOR. Elle dispose de 2 lignes de fours ayant chacune un rendement de 1 t/h et 4t/h en 2011. En 2011, l'usine a traité 15 252 t de déchets pour la COCOPAQ, dont 13 416t d'ordures ménagères ; le volume total pour cette période est de 55 051 tonnes de déchets pour une capacité annuelle de 58 000 t. Grâce à la politique de tri, le volume de déchets diminue de 1 à 2 % par an depuis 2010 (- 700 t entre 2014 et 2015)

Sur le territoire de Quimperlé Communauté, 628 kg de déchets ménagers et assimilés ont été produits par habitant DGF en 2014. Elle se caractérise par une diminution d'environ 7% de la production d'ordures ménagères depuis 2010 et un fort tonnage de déchets verts. A noter cependant que depuis juillet 2012, la communauté d'agglomération attribue des aides à la location ou l'achat de broyeurs de déchets verts.

Pour le département du Finistère, la production de déchets ménagers et assimilés pour 2013 est de 700 kg par habitant DGF (données 2014 indisponible). Les objectifs fixés par le plan départemental de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, 2008-2018, sont d'atteindre 731 kg/habitant en 2013, et 649 kg/habitant en 2018. Avec 628 kg/habitant en 2014, le territoire communautaire a dépassé les objectifs 2018 du plan.

Les principaux enjeux et orientations des années à venir sont les suivants :

- poursuite des actions de réduction des déchets à la source, de valorisation, d'amélioration des quantités et de la qualité de la collecte sélective,
- suite à l'étude préalable à la mise en œuvre d'une tarification incitative, décision à prendre sur le financement du service,
- optimisation du service de collecte.

PREFECTURE DU FINISTERE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE PREFECTORAL n° 2008-0036 en date du 11/01/2008

* autorisant au titre du Code de l'environnement la dérivation et le prélèvement des eaux de la rivière l'Isole à partir de la prise d'eau de Kermagoret située sur la commune de Mellac, de la rivière l'Éllé à partir de la prise d'eau du Moulin des Goreds située sur la commune de Quimperlé, et leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du Syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé ainsi que la régularisation des ouvrages et installations en place (règlement d'eau),

* déclarant d'utilité publique au bénéfice du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé :
- la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de l'Isole et de l'Éllé respectivement à partir des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds pour l'alimentation humaine en eau potable
- l'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

* déclarant cessibles au profit du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé, les terrains constituant le périmètre immédiat des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds.

Le PREFET du FINISTERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,
- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code rural ,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 et R 1321-1 et suivants,
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L 214.1 à L 214.8 et L 215-13,
- VU le Code de l'urbanisme,
- VU le Code forestier, notamment l'article R 311-1,
- VU la loi 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet de la région Centre le 26 juillet 1996,
- VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955,

- VU le décret 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étang et aux eaux de la mer dans les limites territoriales,
- VU le décret n° 2005-115 du 7 février 2005 portant application du Code de l'environnement relatif aux servitudes de protection des eaux potables, notamment l'article 3,
- VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le Code de la santé publique,
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles L-1321-6 et L 1321-12 et R-1321-41 du Code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 3 du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n°03-1434 du 18 décembre 2003 fixant le programme de vérification de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et les lieux de prélèvement des échantillons,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-1334 du 23 novembre 2005, relatif au 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- VU l'arrêté n° 2005-1434 du 14 décembre 2005 relatif à la répartition des attributions des services chargés de la police et de la gestion des eaux superficielles et souterraines,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 10 mars 2006 autorisant le défrichement de bois sur les parcelles B 1056 et B 1059, commune de Mellac, lieu d'implantation de la nouvelle prise d'eau sur l'Isole,
- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU le protocole du 2 juin 1993 et son avenant n° 1 en date du 17 avril 2001, relatif à l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau potable dans le Finistère,
- VU les rapports de M. Yves Lemordant, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 27 juin 2005,
- VU la délibération en date du 7 juillet 2005 par laquelle le comité du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé
 - ↳ **demande l'ouverture :**
 - ♦ ***d'une enquête publique au titre du Code de l'environnement articles L 214-1 et suivants et L 215-13 et du code de la santé publique articles L 1321-2 et L 1321-3 et R 1321-1 et suivants, portant sur :***
 - l'autorisation de prélèvement des eaux d'une part de la rivière l'Isole à partir de la prise d'eau de Kermagoret située sur la commune de Mellac et d'autre part de la rivière l'Éllé à partir de la prise d'eau du Moulin des Goreds située sur la commune de Quimperlé, leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ainsi que la régularisation des ouvrages existants (règlement d'eau)
 - la déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement des eaux dans les rivières de l'Isole et de l'Éllé, du projet d'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds ainsi que l'institution des servitudes afférentes,
 - ♦ ***et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de déterminer les immeubles concernés par les périmètres de protection***
 - ↳ **prend l'engagement**
 - de conduire à son terme la procédure d'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds,

- de réaliser les travaux nécessaires aux prélèvements et à la réalisation des périmètres de protection immédiate,
- d'acquérir en pleine propriété, par voie d'expropriation, à défaut d'accord amiable, la surface d'emprise des périmètres immédiats,
- d'indemniser les propriétaires et exploitants qui subiraient un préjudice du fait de la mise en place des servitudes,
- de pourvoir au financement de l'opération tant en moyen de fonds libres que d'emprunts et de subventions,

- VU les résultats de la consultation administrative inter-services et des organisations professionnelles,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-0531 du 11 mai 2007 prescrivant conjointement l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire conjointe auxquelles il a été procédé du 4 juin 2007 au 3 juillet 2007 dans les communes de Quimperlé et Mellac (sièges des enquêtes), Arzano, Trémeven, Rédéné, Baye, Le Trévoux, Riec-sur-Belon, Moëlan-sur-Mer, Clohars-Carnoët, en vue de l'autorisation de prélèvement des eaux des rivières l'Isole et l'Ellé à partir respectivement des prises d'eau de Kermagoret à Mellac et du Moulin des Goreds à Quimperlé, leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, et de la déclaration d'utilité publique des dérivations et des prélèvements d'eau, du projet d'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,
- VU les dossiers des enquêtes publiques et de l'enquête parcellaire conjointe et notamment les pièces certifiant que les formalités de publication et d'affichage ont été respectées,
- VU notamment les plans et l'état parcellaires des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection des prises d'eau,
- VU les avis de réception constatant la notification aux propriétaires intéressés du dépôt du dossier d'enquête parcellaire,
- VU l'avis du conseil municipal de Quimperlé en date du 28 juin 2007
- VU le mémoire en réponse présenté par M. le président du syndicat mixte de production de Quimperlé en date du 2 août 2007,
- VU le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 10 août 2007,
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 14 novembre 2007,
- VU le projet d'arrêté adressé à M. le président du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé en date du 27 novembre 2007,
- VU la réponse formulée par M. le président du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé en date du 6 décembre 2007,

CONSIDERANT

Que le caractère d'utilité publique se justifie par :

- le renforcement de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé,
- la mise en oeuvre d'une protection efficace des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds contre les risques de pollution accidentelle par l'établissement des périmètres de protection et la mise en place d'un dispositif d'alerte,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 -Autorisation de prélèvement, d'utilisation de l'eau et de rejet

Le syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé est autorisé :

↳ à prélever par dérivation une partie des eaux des rivières l'Isole et l'Éllé à partir, respectivement, des prises d'eau de Kermagoret à Mellac et du Moulin des Goreds à Quimperlé.

Cette autorisation est accordée,

- conformément aux dispositions de l'article L 214-1 à L 214-3 du Code de l'environnement, et des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations annexées à l'article R 214-1 du même Code.

numéro de la rubrique (ancienne rubrique)	installations, ouvrages, travaux et activités	régime
1.2.1.0 (2.1.0.)	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1°- D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A)	autorisation
3.1.1.0. (2.4.0.)	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A)	autorisation
2.2.3.0. (2.3.0.)	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0., 2.1.1.0., 2.1.2.0. et 2.1.5.0. : 1° Le flux total de pollution brute étant : b) Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D)	déclaration
3.1.2.0 (2.5.0.)	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	déclaration
3.1.4.0. (2.5.5.)	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	déclaration
3.1.5.0. (L.432-3 CE)	Installations ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur du cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 2° autres cas que destruction de plus de 200 m ² de frayères (D)	déclaration

Le bénéficiaire de l'autorisation est, en particulier, tenu de se conformer aux dispositions des articles suivants de Code de l'environnement :

- L.214-18 : respect du débit réservé dans les cours d'eau
- L.432-6 et L.214-17 : maintien de la libre circulation du poisson compte tenu du classement de l'Isole et de l'Ellé en cours d'eau à poissons migrateurs (art. R. 432-3)

ARTICLE 2 - Caractéristiques des prises d'eau

Prise d'eau de Moulin des Goreds :

La prise d'eau dans l'Ellé s'effectue en rive droite au niveau d'un barrage équipé d'un déversoir et est située au lieu-dit « Moulin des Goreds » sur la parcelle AL 137, commune de Quimperlé. Elle doit comporter une grille à entrefer maximal de 8 mm.

Le déversoir, arasé à la cote 4,20 NGF, d'une longueur en crête d'environ 104,50 m est équipé d'une échelle à poissons permettant d'assurer la continuité écologique et particulièrement la libre circulation des poissons migrateurs.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour assurer le transport naturel des sédiments au droit de cet ouvrage.

Prise d'eau de Kermagoret :

La nouvelle prise d'eau dans l'Isole est située au lieu-dit « Kermagoret », à environ 400 m en amont du déversoir de Kérisole, sur les parcelles B 1056 et B 1059, commune de Mellac. Elle est placée en rive droite de l'Isole ; la cote de l'ouvrage d'aspiration étant d'environ 9,90 m NGF (centre de la buse). Elle doit comporter une grille à entrefer maximal de 8 mm.

Les plans cotés de ces ouvrages sont annexés au dossier d'autorisation.

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Les volumes maximaux pouvant être prélevés à la prise d'eau du Moulin des Goreds dans l'Ellé sont :

	horaire	journalier
Volumes maximaux	750 m ³ /h	15 000 m ³ /jour

Les volumes maximaux pouvant être prélevés à la prise d'eau de Kermagoret dans l'Isole sont :

	horaire	journalier
Volumes maximaux	750 m ³ /h	15 000 m ³ /jour

ARTICLE 4 - Débits réservés

Les ouvrages construits dans le lit des cours d'eau comportent des dispositifs maintenant dans ce lit, en aval de la dérivation, un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces présentes dans ces cours d'eau.

Ce débit minimal ne doit pas être inférieur aux valeurs suivantes, correspondant au dixième du module des cours d'eau au droit des ouvrages :

	Prise d'eau de Kermagoret (Isole)	Prise d'eau de Moulin des Goreds (Ellé)
Débits réservés	400 l/s	970 l/s

Toutefois les débits réservés sont égaux aux débits de l'amont immédiat des ouvrages si ceux-ci sont inférieurs au dixième du module.

Une échelle graduée est fixée à demeure en aval immédiat des prises d'eau de telle manière qu'elle soit de lecture facile depuis la berge et placée en un endroit représentatif du débit passant. Un repère visible indique sur l'échelle la hauteur d'eau correspondant au dixième du module.

Ces échelles sont calées par rapport à un point fixe pérenne connu sur chaque site ; les rapports de calage sont transmis au service chargé de la police de l'eau.

Les débits réservés au droit des prises d'eau sont estimés par rapport aux débits mesurés aux stations de jaugeage proches existantes par corrélation des bassins versants :

	Prise d'eau de Kermagoret (Isole)	Prise d'eau de Moulin des Goreds (Ellé)
Station de jaugeage de référence	J4813010 Pont Joseph Le Roch Quimperlé	J4742010 Pont Ti Nadan Arzano
Bassin versant à la station de jaugeage	224 km ²	578 km ²
Bassin versant à la prise d'eau	221,5 km ²	607 km ²

Dans le cas où ces stations de jaugeage ne seraient plus fonctionnelles, le bénéficiaire s'engage à mettre en place un dispositif permettant d'obtenir de manière fiable la valeur du débit réservé.

En cas de prélèvement supérieur à 150 m³/h dans l'Isole, l'exploitant devra immédiatement en informer les bénéficiaires d'autorisation de prélèvement d'eau situés à l'aval.

ARTICLE 5– Comptage des volumes prélevés

Le suivi des prélèvements sera consigné sur un registre, tenu à la disposition des autorités sanitaires et du service chargé de la police de l'eau.

Les débits suivants sont mesurés et enregistrés en continu :

- débit des eaux prélevées ,
- débit des eaux traitées.

ARTICLE 6 – Déroulement du chantier

Toutes précautions sont prises afin d'éviter les risques de pollution de l'Isole lors de la construction des aménagements de la nouvelle prise d'eau de Kermagoret. Lors du chantier, en cas d'incident pouvant avoir un impact sur la qualité de l'eau, le syndicat devra en informer immédiatement les bénéficiaires d'autorisation de prélèvement d'eau situés à l'aval.

ARTICLE 7 – Rejet des eaux de l'usine du Zabrenn

Les premières eaux de lavage des filtres sont traitées dans l'épaississeur. Les eaux surnageantes de l'épaississeur sont rejetées dans le Dourdu via le réseau d'eaux pluviales.

Les concentrations maximales de rejet sont les suivantes :

pH	6,5 – 8,5
MES (mg/l)	< 30
DBO5 (mg/l)	<15
DCO (mg/l)	< 60
NTK (mg/l)	< 7
Al (mg/l)	< 0,5

Les débits maximaux de rejet sont de 525 m³/j.

Les eaux de surverse de l'épaississeur sont contrôlées 4 fois par an sur l'ensemble des paramètres. Un turbidimètre est installé pour mesurer en continu la charge en matières en suspension des eaux rejetées.

Les volumes rejetés sont consignés dans le registre d'exploitation.

ARTICLE 8 - Durée de l'autorisation et renouvellement de l'autorisation

L'autorisation de prélèvement est donnée pour une durée de vingt ans à dater de la signature du présent arrêté.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être adressée au préfet du Finistère dans les conditions de délai (deux ans au plus et six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation), de forme et de contenu définis à l'article R.214-20 du Code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

ARTICLE 9 - Conformité et modification des installations

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat, dans les cas énumérés à l'article L. 214-4 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-17 du Code de l'environnement, le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation de travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux et la sécurité civile.

ARTICLE 10 - Incident ou accident

Tout incident ou accident intéressant les installations et de nature à porter atteinte à la conservation et à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier, doivent être déclarés dans les meilleurs délais, au Préfet, au service chargé de la police de l'eau et aux maires intéressés, conformément à l'article L.211-5 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et y remédier.

Des consignes particulières précisent les modalités d'intervention en cas d'accident ou d'incident. Ces événements sont également consignés au registre d'exploitation.

ARTICLE 11 - Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le Préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier du présent arrêté.

ARTICLE 12 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisées par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Ils sont informés de la date de début des travaux ainsi que de la date de mise en service des nouvelles installations.

ARTICLE 13 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés (article L 214-6 du Code de l'environnement).

ARTICLE 14 – Autorisation de l'utilisation des eaux prélevées pour l'alimentation humaine en eau potable au titre du Code de la santé publique articles L 1321.1 et suivants

Le syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé est autorisé à utiliser, pour l'alimentation humaine en eau potable, l'eau superficielle de la rivière Isole prélevée à « Kermagoret » sur la commune de Mellac ainsi que celle de la rivière Éllé prélevée au « Moulin des Goreds ».

14.1 - Filière de traitement

Le traitement des eaux prélevées à ces prises d'eau de Kermagoret et Moulin des Goreds est effectué suivant le schéma suivant à l'usine de potabilisation de Zabrenn:

- une préozonation
- une pré-reminéralisation
- une injection d'oxydant de type chlore gazeux et d'un coagulant,
- une floculation et une décantation,
- une filtration sur sable,
- une post-ozonation,
- une chloration
- une reminéralisation

Tout changement de procédé ou toute utilisation de produits de nature différente de celle visée par l'autorisation initiale devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale.

14.2 - Surveillance

14.2.1 Dispositions générales

Le bénéficiaire met à disposition des fonctionnaires chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

14.2.2 Surveillance de la qualité des eaux brutes prélevées

Le bénéficiaire met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux brutes prélevées. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité.

Un dispositif de surveillance en continu de la qualité de l'eau sera mis en place afin de prévenir l'exploitant de toute pollution accidentelle des ressources et, le cas échéant, d'arrêter la production.

Ce dispositif comprendra :

- la mise en place d'un suivi en continu au droit de chaque prise d'eau pour les paramètres : température, pH, conductivité, oxygène dissous ;
- la réalisation d'une bache d'alerte au niveau de l'usine avec un temps de séjour de 2 heures, associée à un dispositif de détection biologique et suivi des paramètres suivants : turbidité, ammoniacque, absorbance UV, hydrocarbures.

14.2.3 Prescriptions concernant le programme de surveillance et information des services de l'Etat

Le bénéficiaire tient obligatoirement un registre sur lequel sont reportées les opérations de mesure, de prélèvement et d'analyse faites dans le cadre de la surveillance ainsi que les résultats obtenus.

Le service chargé de la police de l'eau a libre accès à tout moment à ce registre et aux dispositifs liés aux opérations.

Sans préjudice du contrôle réglementaire mis en place sous l'autorité du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Elle tient à la disposition du préfet les résultats de la surveillance de la qualité des eaux, notamment les informations sur le suivi des teneurs en nitrates, en matières organiques et pesticides dans l'eau brute ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Elle porte à la connaissance du préfet tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

ARTICLE 15 – Sécurité d'approvisionnement

Le syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé devra, dans un délai de trois ans à dater de la signature du présent arrêté, présenter les solutions alternatives permettant d'assurer la pérennité de l'alimentation en eau potable des communes adhérentes au syndicat, notamment en période d'insuffisance des débits de l'Ellé et de l'Isole.

ARTICLE 16 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé :

- la dérivation et le prélèvement des eaux superficielles des rivières Isole et Ellé à partir respectivement des prises d'eau de Kermagoret située sur la commune de Mellac et du Moulin des Goreds située sur la commune de Quimperlé, pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine des communes de Mellac, Quimperlé, Baye, Le Trévoux, Riec-sur-Belon, Moëlan-sur-Mer et Clohars-Carnoët.
- l'établissement des périmètres de protection autour des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds.

Sont grevés de servitudes, les terrains désignés aux états parcellaires annexés, nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate et rapprochée (zones P1 et P2).

ARTICLE 17– Cessibilité

Sont déclarés cessibles au profit du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé les parcelles énumérées à l'état parcellaire de chaque « périmètre immédiat » annexé au présent arrêté.

ARTICLE 18 – Délimitation des périmètres de protection

Conformément aux dispositions du Code de la santé publique et notamment à celles de l'article L 1321-2, un périmètre de protection immédiate ainsi qu'un périmètre de protection rapprochée composé de deux zones distinctes (zone P1 et zone P2) sont établis autour de chacune des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds. Ces périmètres s'étendent sur le territoire des communes de Mellac, Trémeven, Quimperlé, Rédéné et Arzano conformément aux indications des plans et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

ARTICLE 19 – Mesures de protection

19.1 – Périmètres de protection immédiate

19.1.1 – Interdictions

Sont interdits, à l'intérieur des périmètres de protection immédiate :

- toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien ou liées à l'exploitation des ouvrages et des installations ainsi qu'à leur renouvellement ; toute précaution devant être prise pour qu'elles n'entraînent pas de risque de pollution des eaux ;
- toute utilisation d'herbicides notamment les désherbants totaux, fongicides, insecticides et autres produits phytosanitaires.

19.1.2 – Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes à l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

19.1.2.1 - Prescriptions générales

Ensemble des périmètres immédiats :

- maintien en herbe rase avec exportation du produit des fauches des terrains hors voies de circulation ou maintien de l'état boisé ;
- aménagement d'un accès permettant d'assurer l'entretien des périmètres de protection ;
- entretien régulier des espaces verts ;
- pose d'une clôture grillagée munie d'un portail cadenassé ;
- établissement et mise à jour des plans précis des ouvrages
- tenue d'un carnet de visite et d'entretien.

19.1.2.2 - Prescriptions particulières

Prise d'eau du Moulin des Goreds

Compte tenu des activités nautiques existantes à l'amont immédiat, la prise d'eau sera matérialisée par un barrage flottant.

Prise d'eau de Kermagoret

- Une bande de servitudes d'une largeur de 2 mètres sera créée de part et d'autre de la conduite de gaz afin de permettre une accessibilité permanente aux services de Gaz de France à la canalisation.
- Le passage de la voie d'accès au droit de la canalisation se fera par la mise en place d'une dalle béton, après visa de Gaz de France qui contrôlera les travaux.

19.2 – Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée de chacune des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds est divisé en deux zones :

- le périmètre P1
- le périmètre P2

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, les clauses suivantes seront appliquées :

19.2.1 - Interdictions :

Sont interdits :

19.2.1.1 – sur l'ensemble des zones P1 et P2

- l'ouverture et l'exploitation de carrières à ciel ouvert ou souterraines,
- le remblaiement, sans précautions particulières, des excavations et des puits existants ; tout remblaiement est soumis à autorisation préalable,
- l'ouverture d'excavations autres que celles à usage individuel et que celles nécessaires à la réalisation de travaux visés au chapitre "activités soumises à autorisation préalable",
- tous dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, de détritus, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de tout produit ou matières fermentescibles susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement. Ne rentrent pas dans cette rubrique les dépôts de fumier issus de bâtiments sur litière paillée, les fientes comportant plus de 65 % de matière sèche et les silos taupinières pour lesquels la réglementation est visée aux 2 alinéas suivants,
- l'épandage des fertilisants engrais minéraux à moins de 5 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires en période d'écoulement, à l'exception des fossés en bordure de voirie,
- l'épandage de tout fertilisant en dehors des périodes d'autorisation prescrites suivant leur classification au Programme d'Action du Finistère,
- le stockage en dehors des sièges d'exploitation, et non aménagés, des produits fertilisants (engrais minéraux) et des produits phytosanitaires,
- l'aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- le piégeage par appâts chimiques dans les cours d'eau,
- la création et l'extension de cimetières,
- la suppression de l'état boisé des parcelles. L'exploitation du bois par coupes progressives reste possible. Les zones boisées devront être classées en espaces boisés à conserver au document d'urbanisme au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme.
- la suppression des talus et des haies sans autorisation préalable,
- la création d'établissements piscicoles.

19-2-1.2 – Sur les 2 zones P1 :

- la création de nouveaux points de prélèvements d'eau superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage, en dehors de ceux qui pourraient être réalisés pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la collectivité dans le respect de la réglementation applicable,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- la création de nouveaux réseaux de drainage,
- l'irrigation,
- les dépôts de fumier aux champs quelle que soit leur origine,
- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs),
- le camping et caravaning,
- les élevages en plein air, en dehors des élevages de bovins, équidés, caprins, ovins,
- l'affouragement permanent des animaux entraînant la destruction du couvert végétal,
- l'abreuvement direct des animaux au cours d'eau en dehors des points d'eau aménagés. Ceux-ci devront être empierrés, les animaux ne devront pas avoir l'accès direct à la rivière. L'abreuvement ne devra pas donner lieu à dégradation des berges,
- la dégradation du couvert végétal,
- le retournement des pâtures du 1^{er} octobre au 1^{er} mars à l'exception des travaux préparatoires aux plantations d'arbres,
- l'épandage des fumiers de bovins, de porcs, litière biomécanisée, compost de lisier de porcs, refus de tamis mécaniques issus d'un système de traitement du lisier de porcs, à moins de 35 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires et sur les parcelles drainées,
- l'épandage des fertilisants suivants : fumier de volailles de chair, fientes de poules pondeuses, lisier de porcs, lisier de bovins, purin, refus de centrifugation issu d'un système de traitement du lisier de porcs,
- l'épandage de boues de stations d'épuration domestiques ou industrielles, de compost d'ordures ménagères et de matières de vidange,
- la manipulation des produits phytosanitaires en dehors des sièges des exploitations agricoles,

- l'aspersion des produits phytosanitaires à moins de 15 mètres des cours d'eau,
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée et, sur les autres surfaces, les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantules au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC > 1000),
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des plantations forestières âgées de plus de trois ans ainsi que les traitements préventifs par désherbants racinaires pour l'entretien des jeunes plantations de moins de trois ans ; seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC > 1000),
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des fossés et des bas-côtés de voie de circulation,
- toute nouvelle construction à vocation d'habitat en dehors des zones classées « U » dans le document d'urbanisme approuvé au jour de l'ouverture de l'enquête publique.

19-2.1.3 - Sur les 2 zones P2 :

- les dépôts aux champs des fumiers issus de bâtiments sur litière paillée (accumulée ou biomâtrisée) et des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche sur une même parcelle au-delà d'une période excédant deux mois,
- les épandages de déjections animales de types lisier ou purin, des fumiers de volailles de chair et de fientes de poules pondeuses comportant plus de 65 % de matières sèches sur les terrains dont la pente est égale ou supérieure à 10 % et sur les parcelles drainées,
- l'affouragement permanent à moins de 50 mètres des cours d'eau principaux et secondaires,
- la manipulation des produits phytosanitaires à moins de 35 mètres des cours d'eau (remplissage ou vidange des cuves, nettoyage du matériel),
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée.

19-2-2 Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis avis à autorisation préalable :

Indépendamment de l'application des articles L 211-1, L 214-1 à 214-8 et R 214-1 du Code de l'environnement, les installations, ouvrages, travaux, activités et dépôts ci-dessous désignés, sont soumis à avis préalable et devront faire l'objet avant tout début d'exécution d'une demande d'autorisation préalable adressée à l'autorité préfectorale :

19.2.2.1.- Sur l'ensemble des périmètres de protection rapprochée (zones P1 et P2) :

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages d'assainissement et de consommation individuels qui devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,
- la création de nouvelles voies routières ou ferroviaires et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes,
- la création, le reprofilage ou la suppression de fossés,
- les constructions nouvelles ou en extension de l'existant ; les aménagements ou les changements de destination des constructions existantes ne pourront être autorisés que si leur réalisation ne risque pas de porter atteinte à la qualité de l'eau,
- la suppression des talus et des haies.

19.2.2.2. - Sur les zones P1 :

- toute création et extension d'installation classée pour la protection de l'environnement,
- l'entretien des réseaux de drainage existants.

19.2.2.3. - Sur les zones P2 :

- la création de nouveaux points de prélèvement d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage,
- la création de camping et de caravanning,
- la création de plans d'eau, mares ou étangs,
- la création et l'extension de réseau d'irrigation,
- la création de réseaux de drainage,
- les extensions de carrière et les modifications de leur exploitation.

19.2.3 - Prescriptions :

Sont prescrites les mesures suivantes :

19.2.3.1. - Sur l'ensemble des périmètres de protection rapprochée (zones P1 et P2)

- la mise en conformité avec la réglementation qui leur incombe de l'ensemble des activités présentes sur les périmètres,
- l'emploi des produits phytosanitaires selon les dispositions édictées par le droit commun et préconisées par le CORPEP et les modalités visées aux alinéas 19.2.1.2. et 19.2.1.3. ci-dessus concernant les interdictions,
- pour les sièges d'exploitation situés dans les zones à risque, l'aménagement, au siège de celles-ci, d'une plate-forme étanche avec bac de sécurité pour prévenir tout risque d'écoulement lors de la manipulation des produits phytosanitaires et du remplissage des cuves,
- la tenue d'un cahier de fertilisation et d'un cahier d'utilisation des produits phytosanitaires,
- le réaménagement des anciennes carrières,
- la suppression des dépôts sauvages de déchets, notamment les épaves de voitures,
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif défectueux ou inexistant :
 - ⇒ pour les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, un système d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur devra être mis en place,
 - ⇒ pour les habitations raccordables à un réseau collectif le branchement sera obligatoire,
- la suppression des points d'eau superficielle ou souterraine insalubres,
- l'édification de talus,
- le classement des parcelles à risque,
- la matérialisation de la limite entre les zones P1 et P2 par une haie vive ou un talus destiné à faire obstacle au ruissellement.

19.2.3.2. - Sur les zones P1

- le maintien en herbe des parcelles non boisées qui seront conduites en prairies de longue durée sans retournement pendant 5 ans. La réfection des parcelles en herbe sera gérée de façon à éviter un retournement massif simultané de la superficie en herbe des zones P1. Le retournement sera autorisé du 1^{er} mars au 30 septembre et sera obligatoirement suivi d'un réensemencement immédiat.
- ces parcelles pourront être boisées ; dans ce cas, l'ouverture du paysage sera préservée par la mise en place d'un boisement lâche.

19.2.3.3. - Sur les zones P2 :

- l'épandage de déjections avicoles sera réalisé avec un matériel approprié ;
- la mise en place d'une bande enherbée d'une largeur minimale de 15 mètres sur les parcelles bordant les cours d'eau ;
- la mise en place de cultures intercalaires afin d'éviter les sols nus en hiver, après céréales ;
- dans le cas d'épandages de boues de stations d'épuration domestiques et industrielles, le maître d'ouvrage (collectivité ou industriel) devra fournir à l'agriculteur l'analyse physico-chimique du produit à épandre.

19.2.4 – Préconisations :

Sont préconisées les mesures suivantes :

19.2.4.1 - Sur l'ensemble des périmètres de protection rapprochée (zones P1 et P2) :

- la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation auprès des riverains, des exploitants agricoles et du personnel communal sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires,
- le contrôle tous les trois ans des pulvérisateurs à usage agricole,
- l'équipement des pulvérisateurs à usage agricole d'une réserve complémentaire en eau, de capacité suffisante pour permettre le rinçage de la cuve et l'élimination du volume de rinçage par épandage aux champs.

19.2.4.2 - Sur les zones P2 :

- en dehors des surfaces imperméabilisées où l'emploi d'herbicide est interdit, sur les chemins, les voies de circulation routière et ferroviaire et les espaces publics, le désherbage sera de préférence mécanique ou thermique. Sur les autres surfaces, il pourra être effectué selon les modalités d'emploi des herbicides fixées pour les zones P1 ;
- la mise en place de cultures intercalaires afin d'éviter les sols nus en hiver.

ARTICLE 20 - Prescriptions spécifiques liées à l'arrêté du 29 octobre 2004 portant déclaration d'utilité publique du captage de Lost Ar Hocq situé sur Trémeven :

Il est rappelé que, pour les parcelles situées à la fois dans les périmètres de protection P1 et P2 de la prise d'eau du Moulin des Goreds et dans le périmètre de protection A du captage de Lost Ar Hocq, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2004 portant déclaration d'utilité publique de cette dernière ressource s'appliquent.

ARTICLE 21 – Modifications apportées, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, aux ouvrages, installations, activités, dépôts réglementés, ou à leur mode d'utilisation :

D'une manière générale, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à un ouvrage, installation, activité, dépôt réglementé ou à son mode d'utilisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, en particulier :

- la nature, la consistance, le volume et l'objet de la modification,
- les incidences de la modification sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées.

L'autorité signataire peut, s'il y a lieu, faire application des alinéas 2 et 3 de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

ARTICLE 22 – Infractions

Les infractions aux dispositions des articles 1 à 13 du présent arrêté sont passibles des peines prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

Les infractions aux dispositions de l'article 19 du présent arrêté seront passibles, selon le cas, soit des peines réprimant un délit, soit des peines d'amende prévues à l'article L 1324-3 du Code de la santé publique.

ARTICLE 23 – Délai d'achèvement de l'opération

La mise en place des périmètres de protection des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds devra être achevée dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté.

Conformément à l'article L 11.5 du code de l'expropriation, M. le Président du syndicat mixte d'eau de Quimperlé est autorisé, pour cause d'utilité publique, à acquérir soit à l'amiable soit par voie de l'expropriation les terrains visés à l'article 17, nécessaires à l'établissement des périmètres immédiats dans un délai de 5 ans à dater de la publication du présent arrêté.

Les périmètres de protection immédiate seront clos de façon efficace par le syndicat mixte d'eau de Quimperlé.

ARTICLE 24 – Délais de mise en oeuvre des mesures de protection

Les prescriptions applicables aux parcelles concernées à l'article 19 - alinéa 19.2-3-1-2 -, en dehors des jardins d'agrément et des potagers à usage familial, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées, seront conduites :

- soit en prairies de longue durée, sans retournement durant cinq ans, avec pâturage autorisé. La réfection des parcelles en herbe sera gérée de façon à éviter un retournement massif simultané de la superficie en herbe de la zone P1. Le retournement sera autorisé du 1^{er} février au 30 septembre et sera obligatoirement suivi d'un réensemencement immédiat,
- soit en boisement forestier dès lors qu'il ne nuit pas aux équilibres écologiques ou au potentiel de dénitrification des zones humides. L'utilisation de produits chimiques sera interdite pour l'entretien des plantations forestières et pour la préparation du sol avant la mise en place des jeunes plantations.

Ces dispositions devront être mises en œuvre dans le délai maximum d'un an à dater de la notification du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 18 devront satisfaire aux mesures de protection de l'article 19 dans un délai maximum de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leurs activités au respect des prescriptions imposées.

ARTICLE 25 - Publication et information des tiers

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection des prises d'eau de Kermagoret et du Moulin des Goreds seront annexées au document d'urbanisme en vigueur dans les communes de Quimperlé, Mellac, Rédéné, Tréméven, Arzano, dans les conditions définies aux articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 du Code de l'urbanisme dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins de M. le Président du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y seront rattachées.

Les maires des communes de Quimperlé, Mellac, Rédéné, Tréméven, Arzano sont chargés d'afficher en mairie pendant une durée minimale de deux mois, le présent arrêté. La publication de l'affichage se fera par voie d'affiche dans les communes concernées. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par l'établissement d'un procès verbal des maires.

De même, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Finistère.

Une ampliation du présent arrêté sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Quimperlé et Mellac.

Dispositions de publicité spécifiques à l'autorisation de prélèvement visée à l'article 1 du présent arrêté :

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée d'au moins un an.

Un exemplaire du dossier relatif à l'autorisation de prélèvement visée à l'article 1 du présent arrêté sera mis à la disposition du public à la préfecture du Finistère ainsi qu'aux mairies de Quimperlé et Mellac pendant une durée de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 26 – Renouvellement des baux ruraux sur les terrains propriété de la collectivité

A l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur les terrains propriété de la collectivité, situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, zones P1 et P2, la collectivité notifiera au preneur, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours, les prescriptions relatives au mode d'utilisation du sol mentionnées à l'article 19 du présent arrêté afin de préserver la qualité de la ressource en eau.

En cas de notification au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois précité, les nouvelles prescriptions ne pourront entrer en vigueur qu'après le délai de dix-huit mois à compter de la notification.

La notification prévue aux deux alinéas ci-dessus, sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle devra indiquer les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précisera que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 27 – Financement

Il est pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourront bénéficier les collectivités concernées, que des emprunts qu'elles pourront contracter ou de subventions qu'elles seront susceptibles d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 28 – Contrôle de la qualité des eaux et des dispositifs de traitement

Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la santé publique et des décrets d'application relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel est assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 29 - Voies et délais de recours**Autorisation de prélèvement – article 1**

L'autorisation de prélèvement visée à l'article 1 du présent arrêté, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R 421-1 du Code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé de l'administration pendant deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Déclaration d'utilité publique – article 16 et suivants

Les dispositions du présent arrêté portant déclaration d'utilité publique sont susceptibles d'être contestées par toute personne ayant un intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de la publication collective ou de la notification individuelle, en précisant le ou les points qui sont contestés :

- par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours. L'absence de réponse du Ministre ou de l'auteur de l'acte dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes.

ARTICLE 30 – Exécution

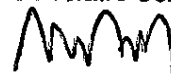
- Le secrétaire général de la préfecture du Finistère,
 - Le président du syndicat mixte de production d'eau de Quimperlé,
 - Les maires des communes Mellac, Quimperlé, Arzano, Trémeven, Rédéné, Baye, Le Trévoux, Riec-sur-Belon, Moëlan-sur-Mer, Clohars-Carnoët,
 - Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Finistère,
 - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Finistère,
 - Le directeur départemental de l'équipement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

copie sera adressée pour information à :

- Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- Le directeur départemental des services vétérinaires du Finistère,
- Le président de la chambre d'agriculture du Finistère,
- Le président du tribunal administratif de Rennes.

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

**Michel PAPAUD**